

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19566 - 76ÈME ANNÉE

## Municipales à Sainte-Suzanne

### Maurice Gironcel et Patrick Lebreton : « rassembler pour l'union des générations »



Patrick Lebreton, président du Progrès, s'est rendu à Sainte-Suzanne pour apporter son soutien à la liste conduite par Maurice Gironcel et soutenue par le PCR pour le second tour des municipales dimanche. Suite à une rencontre avec les militants de Sainte-Suzanne, Maurice Gironcel et Patrick Lebreton ont publié un communiqué commun dont voici le contenu.

Dans le cadre du second tour des élections municipales, Monsieur Patrick Lebreton, Maire de Saint-Joseph et Président du « Progrès » apporte son soutien à Maurice Gironcel qui conduit la liste « Ensemble, Sainte-Suzanne ». Entouré de colistiers et de militants réunis en nombre à sa permanence, Maurice Gironcel s'est félicité de ce soutien qui marque une nouvelle étape dans la campagne des municipales. La

présence de Patrick Lebreton à Sainte-Suzanne traduit l'idée commune d'une Réunion Responsable, Solidaire et Durable.

Très concrètement, c'est la défense de valeurs communes, la protection de la biodiversité et la nécessité de placer la femme Réunionnaise et l'homme Réunionnais au cœur de toutes les politiques publiques.

Pour l'essentiel, Maurice Gironcel et Patrick Lebreton partagent le même constat d'une situation de crise généralisée dans tous les secteurs et que seul le rassemblement des forces de progrès permettra de relever les défis Réunionnais.

La rencontre s'est conclue par un appel commun à coconstruire un projet global et cohérent dans l'intérêt de la population.

C'est justement pour faire face aux défis qui sont les nôtres que la liste « Ensemble, Sainte-Suzanne » rassemble et unit toutes les générations.

Ce rassemblement construit à Sainte-Suzanne et à Saint-Joseph prend racine dans l'union des générations et ensemble Maurice Gironcel et Patrick Lebreton portent l'ambition qu'il puisse en être de même pour les batailles communes à mener ici à La Réunion.

## Déclinaison du 'plan Marshall' de 250 millions d'euros

# Plan de relance pour l'industrialisation de Madagascar

**Le 22 juin dernier, les opérateurs et entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics étaient invités à une réunion avec le chef de l'État pour évoquer le plan de relance de 250 millions d'euros destiné à surmonter la crise du COVID-19.**

Ce 22 juin lors d'une réunion avec les représentants du BTP malgache, Andry Rajoelina, président de Madagascar, a présenté la déclinaison du « Plan Marshall » d'un montant de 250 millions d'euros destiné à relancer l'économie de

Madagascar. Ce plan doit contribuer à l'industrialisation de Madagascar et à la construction d'infrastructures dans les domaines de l'éducation, la santé, le sport, les travaux publics et l'habitat.

« Plusieurs projets sont actuellement en cours de finalisation dans plusieurs régions de la Grande île. Pour ne citer que la construction d'EPP et CEG Manarapenitra, quatre campus universitaires, des hôpitaux manarapenitra et des CSB, la réhabilitation de routes nationales, l'édification des im-

meubles à loyers modérés et trano mora. Chaque infrastructure doit néanmoins répondre aux besoins de chaque localité, a souligné le Chef de l'État. (...) Parmi ces projets figurent la construction de pas moins de 1100 salles de classes, de nouveaux hôpitaux et centres de soins, la mise en place de gymnases aux normes, la réhabilitation d'infrastructures routières ainsi que la construction de nouveaux logements sociaux à loyer modéré », précise un communiqué de la présidence.

## Répression des mouvements antiracistes aux Etats-Unis et dans le monde

**Le président des Etats-Unis Trump a annoncé lundi l'ordre d'arrêter toute personne ayant pu ou démolissant un monument célébrant un personnage ou un évènement raciste, cette décision étant rétroactive et pouvant mener jusqu'à 10 années d'emprisonnement.**

Cet acte de répression n'est que le dernier en date depuis le début du mouvement social d'ampleur débuté bientôt un mois aux Etats-Unis, et qui fait tache d'huile dans le monde.

Il faut ainsi rappeler que Trump avait ainsi par exemple annoncé vouloir inscrire la mouvance antifasciste, c'est-à-dire stricto-sensu l'ensemble du camp progressiste sur la liste des mouvements terroristes.

Ces démolitions, qui sont des actes symboliques dénonçant le système raciste se multiplient depuis le décès de George Floyd,

bien que la démarche militante de se réapproprier l'espace et l'histoire avait débuté bien des années auparavant et s'inscrit aujourd'hui dans une dynamique mondiale.

En effet, où que l'on soit, il y a des monuments, des lieux, des rues nous rappelant l'emprise raciste et/ou coloniale sur nos populations. Et si cela est criant aux Etats-Unis, où les violences raciales systémiques sont exacerbées par la structure même du pays, il n'empêche que cette problématique se retrouve également en France et à La Réunion.

### Et à La Réunion ?

Pour ne citer qu'ici, combien de places, combien de rues, combien de statues nous rappellent-elles l'histoire coloniale, esclavagiste et donc fondamentalement raciste de notre société ?

Un débat a commencé il y a quelques jours sur le fait de savoir que faire de ces éléments pour se réapproprier nos lieux et notre histoire : les conserver et faire un devoir de mémoire ? Les mettre dans un musée ? Où tout simplement les démolir et les débaptiser, comme cela est proposé par une bonne partie des militants antiracistes et décoloniaux ?

Je pense que Trump nous donne, une fois n'est pas coutume, la bonne solution : démolissons ces monuments à la gloire des oppresseurs, que cela soit pour nous réapproprier nos lieux et notre histoire, mais également en solidarité avec nos frères de lutte américains, qui sont aujourd'hui menacés d'emprisonnement pour un geste de désobéissance civile et de volonté de réappropriation de leur histoire.

**K.M.G.**

## Edito

# L'autonomie, combats de plusieurs générations

En 1945, était créé le CRADS, pensé à ce moment-là pour permettre l'égalité avec la France par la départementalisation. Cette idée a vécu, et cette aventure s'est soldée par un semi-échec. En effet, non content d'avoir permis la départementalisation - qui a certes permis une sensible amélioration des conditions de vie de nos concitoyens - l'Etat s'est emparé de toutes les composantes économiques, agricoles, sociales et politiques de notre pays pour en faire une néo-colonie.

C'est sur ce constat qu'une nouvelle génération s'est levée et a fondé en 1959 le PCR, qui s'est dès lors battu pour le mot d'ordre de l'autonomie dans la République.

En effet, quoi de plus normal pour un peuple que de pouvoir décider par lui-même de ce qui est bon pour lui ?

Mais cette idée effrayant l'Etat, il décida dès lors d'user de la répression politique la plus brutale possible, des meurtres, enlèvements, culture réprimée, etc. L'histoire est malheureusement connue.

De la fin des années 80 à la fin des années 90, l'Etat nous a fait miroiter une évolution statutaire, qui nous aurait enfin permis de décider par nous-mêmes, et pour nous-mêmes. C'était la période de la régionalisation et de la « loi de l'égalité réelle ».

S'il est indéniable que le niveau de vie moyen a augmenté, et que les infrastructures ont suivi, sous l'impulsion des communistes, qu'en est-il de la structure même de notre société ?

Nous sommes toujours dans une situation de domination par la France, et donc de dépendance totale vis-à-vis d'elle. Qu'il s'agisse de l'économie ou de l'agriculture, qui sont exsangues et fonctionnent encore sous un rapport colonial, une situation sociale explosive, notre langue qui n'est toujours pas reconnue officiellement, notre culture folklorisée... Encore pire, les décisions politiques ne peuvent être prises par notre peuple, elles le sont encore aujourd'hui imposées par Paris. Nous en avons pour preuve la gestion de la crise du COVID-19, où bien que de nombreuses demandes aient été formulées par la population pour mieux gérer la crise, le maître-mot est venu de l'Etat et de ses représentants, à savoir la préfecture et l'ARS.

La période nous prouve plus que jamais la justesse de l'analyse communiste sur la nécessité d'obtenir notre autonomie vis-à-vis de la France, qu'elle soit alimentaire, énergétique et plus sûrement politique. Il ne reste qu'aux nouvelles générations de s'emparer de cette mission, et de fièrement reprendre le flambeau du combat communiste pour l'autonomie.

*Mathieu Raffini*

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Sak Moris indépandan la fé, pou kosa nou otonome nou nora pa nyabou fé ?

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-de-fon dovan l'éternité mi antann azot malparl dsi gouvèrnman fransé : pou zot gouvèrnman avèk son l'aparèye lokal la pa fé sak téi doi fèr é la pa bien amène la lite kont lo kovid-19. Néna in mo lé tayé pou sak i di dé shoz konmsa lo mo sé « ingratitude ». Oui zot lé ingra, i pé mèm di zot lé san rokonésans.. Bann rouj-de-fon lé san rokonésans pars si nou té pa départman fransé, si nou l'avé pa bénéfisyé bann mézir gouvèrnman la mète an plas, si nou l'avé pa bénéfisyé tout bann prime konm dan La Frans, zot i pé dir anou dann kèl éta nou narté zordi. Dizon nou narté konm dann tan la guèr trant-nèf karant-sink é nou nora fé pityé. A oui ! Nou nora fé bien pityé. Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, out kozman i étone pa moin ditou mé moin néna solman in pti zafèr pou dir aou :

Sa téi éspass dann tan l'avé in kriz isi La Rényon é dann tan-la Paul lété prézidan la Réjyon. In zour, moin la antann in zoinalis apré poz Paul Vergès, dann lokal l'aliens in késtyon. Lo ga té apré domann ali, si La Rényon l'avé gingn l'otonomi, dann kèl éta li noré té, koman li noré fé pou siport la kriz-Sa téi éspass d'apré moin, dann tan Chikungounia sansa la kriz finansyèr-Nout kamarad la pa lèss ali démonté é li la di sinploman li pans nou noré té dann la sityasion La républik Moris é noré pa été si mal ké sa... Sak té vré dann tan la kriz la, mi pans noré té vré dann la kriz kovid. Alor matant, siouplé, arète abèss anou, arète di nou nora pa gingn siporté. Si Moris, indépandan zordi i ansort ali, konm li ansort ali, akoz nou otonome nou noré pa gingn ansort anou galman. Tok ! Pran sa pou ou !

*Justin*